

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Il faut faire avec martine aubry et travailler

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : jeudi 4 décembre 2008

Démocratie & Socialisme

Oui, il faut faire avec Martine Aubry et remonter les manches pour construire, revivifier le parti socialiste comme une grande force de gauche combative.

De toutes façons cela se verra vite : si la nouvelle premier secrétaire continue comme l'ancien sur une ligne insuffisante du point de vue social, les choses iront vite à son détriment

Nous, avec la motion C, nous avons tout dit, avant et pendant ce congrès,

- ▶ en terme de fond dans nos contributions et dans notre motion
- ▶ en terme de détermination avec la candidature Hamon jusqu'au bout le 20 novembre

Maintenant il faut faire fonctionner ce parti dont nous sommes membres à part entière et cela implique de faire avec la situation réelle telle qu'elle au terme de la configuration des votes successifs des 6, 16, 20 et 21 novembre...

Nous remontons nos manches, prenons nos places, agissons, pas dans le contexte que nous avons souhaité, mais en tenant compte des résultats

Que doit faire en urgence Martine Aubry selon nous ? Répondre en termes de programme d'action d'urgence au sarkozysme et orienter la bataille des élections européennes sur une ligne vraiment à gauche Le temps lui est compté, et si Martine Aubry ne répond pas bien à ces deux questions, la nouvelle dirigeante en paiera vite le prix

Jamais la France n'a été aussi riche et le CAC 40 gagne autant que l'an passé, et deux fois plus qu'il y a 5 ans. Il y a toujours 72 milliards de niches fiscales. Les 500 premières familles ont gagné 80 milliards d'euros de plus l'an passé que l'an d'avant et ça continue. La recherche de profit maximum par les banquiers, banqueroutiers et actionnaires, aboutit à ce que 148 milliards d'euros soient siphonnés des salaires vers les profits. Près de 60 milliards d'exonérations de cotisations sociales sont donnés aux chefs d'entreprises. Sans oublier le bouclier fiscal de 15 milliards d'euros pour les plus riches. Et les 40 milliards pour les banques, les 320 milliards de caution pour celles-ci ? Sarkozy distribue les milliards à ses amis du bâtiment, à ses proches du Fouquet's, il leur redonne des fonds pour continuer à rejouer comme avant à l'économie casino...

Comment ne pas défendre les 1500 euros et les 35 h et la retraite à 60 ans ? Ces exigences étaient votées à l'unanimité dans le "projet socialiste" de la présidentielle en juillet 2006 (adopté à 90% des voix)

Est-ce qu'aujourd'hui il y a plus ou moins de raisons de défendre le Smic à 1500 euros qu'en 2006-2007 ? Oui ou non ? (même la CGT défend avec raison le Smic à 1600 euros aujourd'hui !). Parler de "pouvoir d'achat" et ne pas parler de "hausse des salaires" est ce possible alors qu'il y a 7 millions de travailleurs pauvres, que le salaire médian est à 1450 euros, et que les profits sont plus énormes que jamais, y compris en dépit de la "crise" ?

Est-ce qu'aujourd'hui il y a plus ou moins de raisons de défendre de travailler moins, gagner plus et travailler tous ? Rapprocher la durée réelle du travail des 35 h légales en augmentant les salaires est au centre de la redistribution des richesses entre capital et travail...

Est-ce qu'aujourd'hui, face aux menaces de retraite à 70 ans, il faut renoncer davantage à la retraite à 60 ans qu'il y a deux ans, quand l'appauvrissement des vieux est programmé avec les 40 et 41 annuités de cotisations forcées... et quand on sait que la moyenne de durée de cotisations des salariés est toujours de 37 annuités dans les faits, dans la vie réelle...

Est-ce qu'aujourd'hui on peut laisser instaurer le travail le dimanche, 7 jours sur 7, sans défendre le contraire, le retour à deux jours de repos consécutifs pour toutes et tous, dont le dimanche de façon à encadrer la flexibilité...

Est-ce qu'aujourd'hui on peut laisser détruire le code du travail qui passe à l'acide des exigences du Medef, sans opposer un projet de restauration dudit code en instrument plus protecteur des salariés et des droits syndicaux ?

Est-ce qu'aujourd'hui, on doit moins combattre les licenciements que dans la loi de Lionel Jospin de janvier 2002 ?

Est-ce qu'on ne doit pas instaurer un contrôle administratif contre tous les licenciements abusifs ?

Enfin pour les européennes de juin 2009, nous sommes déjà en campagne, les premiers sondages donnent 22 % au PS comme à l'UMP, ce qui est bas par rapport aux 30 % obtenus par le PS en 2004 nous avons défendu une Europe .

Mais si on ne défend pas clairement une Europe de gauche en rupture avec l'Europe de droite que veut l'UMP, il n'y a aucune chance de rester à ce niveau.

Le fait que les salariés français et la majorité de l'électorat est exaspérée par la politique antisociale de Sarkozy, le fait que cela donne par défaut et sans adhésion des voix automatiquement au PS (cf en Gironde ce dimanche dernier) ne suffira pas pour des européennes.

Certes le salmigondis de Cohn-Bendit et José Bové passant par les Verts ne sera pas clair. Certes un "front" des "nonistes" du 29 mai 2005 n'est pas plus certain qu'en 2007. Mais il y a sans doute plus de 55 % des Français aujourd'hui qui voteraient contre le traité de Lisbonne et s'en réclamer avec le "Manifesto" du PSE ne semble vraiment pas judicieux pour gagner l'élection... Même la CES a évolué et s'est prononcé pour un Smic européen. Défendre un Code du travail européen aligné sur le haut devrait être la moindre des choses contre le dumping social.

Il faut savoir si on veut plaire aux sociaux libéraux ou si l'on veut gagner l'électorat populaire, c'est un choix : mais il risque d'être très cruel s'il est fait dans le mauvais sens !

Alors tout est dans les mains de Martine Aubry. Il ne faut pas qu'elle s'abrite derrière la nécessité de ressouder une majorité composite de bric et de broc contentant toutes les motions, elle n'y arrivera pas, s'auto paralyser, elle doit trancher avec hardiesse dans un sens de gauche.

Sinon le résultat sera que son adversaire droitier l'emportera plus nettement, Royal se permettra même d'être plus "gauche" s'il le faut, dans les mots, pour y arriver...

Comme ce n'est pas ce que nous souhaitons, nous devons prendre nos responsabilités, remonter nos manches et influencer sur la majorité telle qu'elle est, hétérogène, contradictoire, et dont nous sommes à notre corps défendant, une partie prenante indispensable.

Remonter ses manches cela ne peut pas se faire à moitié, il faut s'engager et pousser au mieux dans le bon sens

Ce n'est pas un nouveau texte, une "vraie fausse tardive et vaine synthèse d'après congrès" qui peut avoir un sens quelconque, on ne peut pas refaire autrement ce que les votes militants ont fait, c'est impossible à "rattraper" il faut faire avec...

On doit travailler empiriquement, pragmatiquement, dorénavant, sans filets. Mais travailler, nous en sommes d'accord car c'est la seule chance de faire avancer les choses dans le bon sens, aidé par les exigences sociales grandissantes

Notons que des centaines de plans de licenciements sont en cours et aussi des centaines de grèves partout dans le pays...

Raymond Soubie, conseiller expérimenté en affaires sociales de Nicolas Sarkozy vient de déclarer qu'il n'a jamais en 40 ans d'expérience, voulu annoncer un quelconque "printemps chaud" ou "automne chaud", mais qu'aujourd'hui, ce n'est plus pareil, selon lui "tout est chaud"... Henri Guaino n'en a pas dit moins, en prétendant qu'une explosion est possible à tout moment...

Et il ont raison, une explosion sociale se prépare, toutes les données sont là, ce pays ne supporte plus le féroce traitement antisocial qui lui est imposé par ce gouvernement de sauvages barbares intégristes, qui prônent la mort du code du travail, le travail le dimanche, les 45 heures payées 35, la retraite à 70 ans, les licenciements boursiers... et la prison à 12 ans pour les mineurs !

Gérard Filoche, jeudi 4 décembre 2008